

Unité départementale du Haut-Rhin
DIRECTION RÉGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT
2 PLACE DU GÉNÉRAL DE GAULLE
CS 71354
68070 Mulhouse Cedex 01

Mulhouse, le 9 juillet 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/06/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

GLATFELTER INDUSTRIES FRANCE (ex JACOB HOLM INDUSTRIES)S SAS

RUE HENRI SEILLER
68360 Soultz-Haut-Rhin

Références : 0006702155_2025_06_16_Glatfelter_VIRejetsEaux
Code AIOT : 0006702155

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/06/2025 dans l'établissement GLATFELTER INDUSTRIES FRANCE (ex JACOB HOLM INDUSTRIES)S SAS implanté RUE HENRI SEILLER 68360 Soultz-Haut-Rhin. L'inspection a été annoncée le 10/04/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection s'inscrivait dans le cadre de l'action régionale portant sur les rejets eaux des établissements industriels.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GLATFELTER INDUSTRIES FRANCE (ex JACOB HOLM INDUSTRIES)S SAS
- RUE HENRI SEILLER 68360 Soultz-Haut-Rhin
- Code AIOT : 0006702155
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'entreprise Glatfelter de Soultz est spécialisée dans la fabrication de non-tissé pour les applications des lingettes et de l'hygiène.

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface
- Action Régionale Rejets Eaux

Référentiel réglementaire utilisé :

- Arrêté du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et de transferts de polluants et des déchets
- Arrêté Ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation
- Arrêté Préfectoral n° 001188 du 3 mai 2000 portant prescriptions complémentaires au titre des Installations Classées – Société JACOB HOLM INDUSTRIES à SOULTZ
- Arrêté Préfectoral n° 992477 du 6 octobre 1999 portant prescriptions complémentaires au titre des Installations Classées

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Autosurveillance	AP Complémentaire du 03/05/2000, article 3 AP complémentaire du 6/10/1999, article 2 Arrêté Ministériel du 2/02/1998, articles 21 et 60	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
4	Justification de dépassements et actions correctives	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-IV	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
5	Contrôle de recalage	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Réalisation de la déclaration GERP	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 7	Sans objet
2	Complétude de la déclaration GERP	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4	Sans objet
6	Existence d'un point de prélèvement	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant ne justifie pas les dépassements de valeurs limites d'émissions de ses rejets aqueux et

n'indique pas les actions correctives mises en œuvre pour éviter le renouvellement de ces dépassements. Il ne réalise par ailleurs pas de contrôle de recalage.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Réalisation de la déclaration GERE

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 7
Thème(s) : Actions régionales, Déclaration GERE
Prescription contrôlée : <i>La déclaration des données d'émissions polluantes et des déchets d'une année N est effectuée avant le 31 mars N + 1.</i>
Constats : Il est constaté que l'exploitant a réalisé sa dernière télédéclaration annuelle des émissions polluantes pour l'année 2024, sur la plateforme GERE, au plus tard le 24 février 2025 (dernière version modifiée).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Complétude de la déclaration GERE

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4
Thème(s) : Actions régionales, Déclaration GERE
Prescription contrôlée : <i>I.-L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les données ci-après :</i> <i>-les émissions chroniques et accidentelles de l'établissement, à caractère régulier ou non, canalisées ou diffuses dans l'air et dans l'eau de tout polluant indiqué à l'annexe II du présent arrêté dès lors qu'elles dépassent les seuils fixés dans cette même annexe, en distinguant la part éventuelle de rejet ou de transfert de polluant résultant de l'accident ;</i> <i>-les émissions chroniques et accidentelles de l'établissement dans le sol de tout polluant indiqué à l'annexe II du présent arrêté, provenant de déchets soumis aux opérations de " traitement en milieu terrestre " ou d' " injection en profondeur " énumérées à l'annexe I, de la directive 2008/98/ CE du 19 novembre 2008 relative aux déchets ;</i> <i>-les volumes d'eau consommée ou prélevée dès lors que le volume provenant d'un réseau d'adduction est supérieur à 50 000 m³/ an ou que le volume prélevé dans le milieu naturel est supérieur à 7 000 m³/ an ;</i> <i>-les volumes d'eau rejetée, le nom, la nature du milieu récepteur dès lors que le volume de prélèvement total est supérieur à 50 000 m³/ an ou que l'exploitant déclare au moins une émission dans l'eau au titre du premier tiret du présent article ;</i> <i>-la chaleur rejetée (par mégathermie) dès lors que celle-ci est supérieure à 100 Mth/ an pour les rejets en mer et 10 Mth/ an pour les rejets en rivière pour la période allant du 1er avril au 31 décembre ;</i>

-les rejets et transferts hors du site provenant de mesures de réhabilitation.

Tout exploitant qui a déclaré pour une année donnée, en application des alinéas précédents, une émission d'un polluant supérieure au seuil fixé pour ce polluant, déclare la quantité émise de ce polluant pour l'année suivante même si elle est inférieure aux seuils.

II.-L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre chargé des installations classées :

-les quantités de déchets dangereux générés ou expédiés par l'établissement dès lors que la somme de ces quantités est supérieure 2 t/ an.

L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre chargé des installations classées :

-les quantités de déchets non dangereux générés par l'établissement dès lors que la somme de ces quantités est supérieure à 2 000 t/ an.

Cette déclaration comprend :

-la nature du déchet (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'annexe de la décision 2000/532/ CE dans sa version modifiée par la décision 2014/955/ UE susvisée) ;

-la quantité par nature du déchet ;

-le nom et l'adresse de l'entreprise vers laquelle le déchet est expédié ;

-le mode de valorisation ou d'élimination réalisé par la société susmentionnée, selon les codes spécifiques de l'annexe IV.

[...]

Constats :

Il est constaté que l'exploitant a déclaré:

- les volumes d'eau prélevés ;

- les quantités de déchets dangereux et non dangereux générés et expédiés par l'établissement, il est constaté à ce titre que la déclaration comprend la nature du déchet (code déchet et dénomination), la quantité par nature du déchet, le nom et l'adresse de l'entreprise vers laquelle le déchet est expédié ainsi que le mode de valorisation ou d'élimination réalisée par cette entreprise, selon les codes spécifiques de l'annexe IV de l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 susvisé ;

- les substances rejetées (quantité est exprimée en flux), dont la cohérence a été vérifiée par sondage avec les déclarations GIDAF concernant les paramètres présents dans la déclaration et les quantités déclarées pour les paramètres MES, DCO et DBO₅ dans les rejets d'eau de process vers la station de traitement des eaux usées.

L'exploitant n'a pas identifié ni déclaré d'émission chronique ou accidentelle dans l'air ou dans le sol, ainsi que des chaleurs rejetées, tel qu'indiqué dans la prescription ci-dessus.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Autosurveillance

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 03/05/2000, article 3
AP complémentaire du 6/10/1999, article 2
Arrêté Ministériel du 2/02/1998, articles 21 et 60

Thème(s) : Actions régionales, Autosurveillance

Prescription contrôlée :

Extrait de l'article 3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 3 mai 2000 :

[...] Ces effluents devront respecter les normes suivantes avant rejet et sans dilution:

- Débit < 9 m³/h
- pH entre 5,5 et 8,5
- Température < 30°C
- DBO₅ < 500 mg/l
- DCO < 900 mg/l
- MEST < 400 mg/l

[...]

Article 2 de l'article du 6 octobre 1999 portant prescriptions complémentaires au titre des Installations Classées

L'exploitant réalise, sur un échantillon représentatif hebdomadaire, les analyses des paramètres suivants: pH, DBO₅, DCO et MEST.

Article 60 de l'arrêté du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation :

Lorsque les flux définis ci-dessous sont dépassés, l'exploitant réalise les mesures suivantes sur ses effluents aqueux, que les effluents soient rejetés dans le milieu naturel ou dans un réseau de raccordement à une station d'épuration collective.

[...]

	Fréquence de suivi	Seuil de flux
DCO (sur effluent non décanté)	Journalière	300 kg/j
Matières en suspension	Journalière	100 kg/j
DBO ₅ (1) (sur effluent non décanté)	Journalière	100 kg/j

(1) Pour la DBO₅, la fréquence peut être moindre s'il est démontré que le suivi d'un autre paramètre est représentatif de ce polluant et lorsque la mesure de ce paramètre n'est pas nécessaire au suivi de la station d'épuration sur lequel le rejet est raccordé.

[...]

Article 21 de l'arrêté du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation

Dans le cas d'une autosurveillance permanente (au moins une mesure représentative par jour), sauf

disposition contraire, 10 % de la série des résultats des mesures peuvent dépasser les valeurs limites prescrites, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs. Ces 10 % sont comptés sur une base mensuelle pour les effluents aqueux et sur une base de 24 heures pour les effluents gazeux.

Constats :

Valeurs limites d'émissions :

L'exploitant réalise des mesures en continu du pH, de la température et du débit de ses rejets.

Il est constaté que les résultats de l'autosurveillance journalière comportent des dépassements de valeurs limites depuis le 1^{er} juin 2024, en ce qui concerne les paramètres :

- volumes (valeur limite: 216m³/j): juin 2024 deux dépassements (7%), avril 2025 trois dépassements (10%).

Les dépassements constatés entrent dans le cadre de la tolérance des 10% de mesures au-delà de la valeur limite conformément à l'article 21 de l'arrêté du 2 février 1998 susvisé. Ils ne dépassent par ailleurs pas le double de la valeur de la valeur limite.

L'exploitant prélève un échantillon hebdomadaire représentatif de ses rejets (cf. point de constat n°6), qu'il envoie ensuite pour analyse (cf. point de constat n°5).

Il est constaté que les résultats de l'autosurveillance hebdomadaire comportent des dépassements de valeurs limites depuis le 1^{er} juin 2024, en ce qui concerne les paramètres :

- MES (VLE: 400mg/l): juin 2024 (1 dépassement, 508), septembre 2024 (1 dépassement, 432), octobre 2024 (1 dépassement, 414), décembre 2024 (2 dépassements, maximum 1620), janvier 2025 (2 dépassements, maximum 793), février 2025 (1 dépassement, 512), avril 2025 (1 dépassement, 404) – semaine à cheval entre avril et mai - ;

- DCO (VLE 900mg/l), juin 2024 (1 dépassement, 1280), octobre 2024 (1 dépassement, 929), novembre (1 dépassement, 929), décembre 2024 (1 dépassement, 1140) ;

- pH (5,5<VLE<8,5): avril 2025, (1 dépassement, 4,91), mai 2025 (1 dépassement 5,32).

Concernant le pH, l'exploitant indique que les valeurs erronées de pH renseignées sur les trois derniers jours du mois sur la plateforme GIDAF correspondent à la mesure de l'organisme sur l'échantillon hebdomadaire. Il indique également que l'enregistrement de la sonde pH pour cette semaine montre un pH minimum de 6 en avril 2025. De même, en ce qui concerne le pH de mai 2025, la valeur relevée par l'organisme est de 5,32 alors que les valeurs de la sonde ne descendent jamais en-deça de 5,5. Compte-tenu du nécessaire contrôle de recalage (cf. point de constat n°5), les valeurs prises en compte pour l'autosurveillance sont celles de l'organisme et cela constitue une non-conformité.

Concernant les matières en suspensions (MES), il est constaté que 17 % des mesures depuis le 1^{er} juin 2024 (dont une valeur en avril 2025) sont en dépassement.

Concernant la demande chimique en oxygène (DCO), il est constaté que 7 % des mesures depuis le 1^{er} juin 2024 sont en dépassement.

Cela constitue des non-conformités.

Périodicité:

L'article 2 de l'arrêté préfectoral susvisé du 6 octobre 1999 indique une périodicité hebdomadaire pour les mesures de l'exploitant en ce qui concerne les paramètres pH, DBO₅, DCO et MEST.

Il est constaté que l'exploitant réalise ses analyses à une fréquence hebdomadaire en ce qui concerne ces paramètres.

Il est comparé les flux aux seuils de flux de l'article 60 de l'arrêté du 2 février 1998. Il est constaté que l'exploitant ne dépasse pas les seuils de flux et ne doit pas, au titre de cet article, renforcer la périodicité de ses analyses.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Justification de dépassements et actions correctives

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-IV
Thème(s) : Actions régionales, Autosurveillance
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><i>IV. Les résultats accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</i></p> <p><i>Dès lors que le programme de surveillance prévoit une analyse hebdomadaire ou plus fréquente, ces éléments sont transmis à l'inspection des installations au plus tard le dernier jour du mois qui suit le mois de la mesure.</i></p> <p><i>[...]</i></p>
<p>Constats :</p> <p>Il est constaté que l'exploitant indique en commentaires justificatifs sur la plateforme GIDAF que le nombre de dépassements, il précise que ceux-ci sont ponctuels, sans en justifier les causes ni en indiquer d'actions correctives associées.</p> <p>Ceci constitue une non-conformité.</p> <p>En séance, l'exploitant indique qu'il a travaillé sur plusieurs paramètres pour améliorer la qualité de ses rejets aqueux et qu'il perçoit une nette différence entre les rejets de 2024 et ceux de 2025.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Contrôle de recalage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III
Thème(s) : Actions régionales, Autosurveillance
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><i>[...]</i></p> <p><i>« S'il existe au moins une mesure annuelle, l'exploitant fait procéder au moins une fois tous les deux ans à un contrôle de recalage de ses émissions dans l'eau pour toutes les mesures effectuées à une fréquence annuelle ou supérieure. Ce contrôle porte sur la réalisation comparative des prélèvements et analyses prévus dans le programme de surveillance selon le même protocole d'échantillonnage, d'une part par l'exploitant, d'autre part par un laboratoire d'analyse externe. Ce laboratoire est agréé pour les prélèvements et l'analyse ou, s'il n'existe pas d'accréditation pour le prélèvement ou pour le paramètre analysé, est accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.</i></p>

« L'agrément d'un laboratoire pour un paramètre sur une matrice donnée implique que l'échantillon analysé ait été prélevé sous accréditation.

« L'exploitant met en place des mesures correctives pour remédier à tout écart constaté entre ses résultats d'analyse et ceux du laboratoire agréé. Les mesures mises en place le cas échéant sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.

« Si la surveillance des émissions de l'exploitant est déjà réalisée par un laboratoire agréé, le contrôle de recalage ne s'applique pas, à la condition que les mesures (prélèvement et analyse) soient réalisées sous agrément. »

Constats :

Il est rappelé que l'exploitant réalise des mesures en continu du pH, de la température et du débit.

Concernant le débit, il est constaté que l'exploitant dispose toujours de deux débitmètres: le détecteur "bulle à bulle", dont la fiabilité avait été remise en cause (cf. inspections des 18 décembre 2023 et 27 janvier 2025), et le débitmètre composé d'un détecteur radar pour détecter le niveau d'eau et le corrélérer à un débit. Pour ses valeurs d'autosurveillance, l'exploitant s'appuie sur ce deuxième détecteur.

L'exploitant dispose d'un préleveur automatique asservi au débit (paramétré pour prélever 55mL tous les 10m³ de rejets), débit mesuré par le détecteur bulle à bulle.

Il est constaté au moment de la visite que la sonde du détecteur bulle à bulle était entourée d'un amas de matière et indiquait un débit incohérent (44m³/h affiché) avec le débit constaté (estimé à environ 5m³/h).

Le préleveur automatique prélève ainsi plus que nécessaire pour établir l'échantillon représentatif hebdomadaire qui est transmis ensuite à un laboratoire, agréé pour la matrice "eau résiduaire" et les paramètres de l'arrêté préfectoral du 3 mai 2000 (visé dans le point de constat n°3), pour analyse.

L'exploitant indique qu'il est en cours de migration vers le détecteur composé de la mesure radar.

Il est constaté que l'exploitant n'a pas réalisé de contrôle de recalage dans les deux années précédant l'inspection.

Il indique être en possession d'un contrôle inopiné en date du 9 octobre 2024 mais dont le protocole d'échantillonnage n'est pas le même que celui mis en œuvre par l'exploitant (24h contre une semaine pour l'exploitant).

Ceci constitue une non-conformité.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Existence d'un point de prélèvement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50

Thème(s) : Actions régionales, Eau

Prescription contrôlée :

Sur chaque canalisation de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant,...).

[...]

Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Constats :

Il est constaté que l'exploitant dispose d'un point de prélèvement d'échantillon accessible et sécurisé.

Type de suites proposées : Sans suite